Compte-rendu du projet européen GAZTEJEUNES : « Vers un écosystème transfrontalier dans les services sociaux pour la jeunesse » -11/12/13 juin 2018-

PRESENTATION DU PROJET

Dans le cadre de sa compétence en matière de coopération interrégionale, le Groupement Européen de Coopération Territoriale (G.E.C.T.) Eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre a mis en place un appel à projets de coopération. Ce groupement a pour but de promouvoir des rencontres et échanges entre les professionnels, afin de renforcer les relations interrégionales au bénéfice des activités contribuant au développement de l'Eurorégion.

GAZTEJEUNES s'inscrit dans ce cadre, dans la recherche et la fondation des modèles innovants relatifs à la prise en charge des enfants et des jeunes en situation de fragilité sociale.

Ce projet interrégional réunissant l'Euskadi, la Navarre et la Nouvelle Aquitaine, vise à faire progresser la citoyenneté euro-régionale dans le domaine de la jeunesse en identifiant les valeurs communes, en échangeant des connaissances pour l'adaptation et la réplication, la diffusion et la sensibilisation aux « bonnes pratiques » en matière de ressources d'aide à la jeunesse.

4 axes spécifiques sont supports à cette coopération :

- les dispositifs de soutien à l'adoption, la post-adoption et au placement familial
- les dispositifs de prise en charge des Mineurs Non Accompagnés
- -les dispositifs d'intervention socio-éducative et psychosociale auprès d'enfants et de jeunes
- les dipsositifs d'appui aux jeunes majeurs

PRESENTATION DES COOPERATIVES

L'hiver dernier, l'association Sauvegarde a reçu les équipes du Pays Basque espagnol, venues représenter et présenter KAMIRA (coopérative d'initiative sociale), GAIDO LAB (laboratoire d'innovation sociale) et AGINTZARI (coopérative sociale).

Bien que nous n'ayons pu aller découvrir les services de **KAMIRA** pour des raisons d'éloignement géographique, il est important de rappeler les grandes lignes de cette coopérative d'initiation sociale de la région de Navarre.

2006 est sa date de création; elle regroupe plus de 130 professionnels en éducation, soutien, conseils et assistance aux enfants/jeunes/femmes/adultes/familles. KAMIRA vise la promotion de l'emploi et du travail indépendant en fournissant des services psychosociaux, éducatifs et communautaires. Elle s'inscrit dans une double perspective :

la prévention et la promotion du développement intégral des personnes le soutien à l'auto-développement et à l'amélioration de la société

Outre son programme de promotion de la petite enfance, ses services d'information et d'intervention socio-éducative pour les adolescents, KAMIRA regroupe aussi un service d'intervention familiale pour la promotion/la prise en charge/la protection des enfants, un service d'intervention familiale pour les jeunes mères, un service de dynamisation des personnes âgées. Existe également un service de formation pré-adoption.

Les programmes de KAMIRA s'inscrivent dans le cadre d'une politique de prévention. L'objectif étant de prévenir et d'éradiquer la violence, mais aussi de renforcer et former des systèmes de protection familiale : « préserver l'unité familiale », « vision familiale centrée sur ses forces ».

Ces programmes sont soumis à des dipsositifs d'évaluation. En effet, la volonté de KAMIRA de créer un système d'évaluation spécifique a conduit à un partenariat avec des professeurs de l'univerisité de Séville, ainsi qu'avec l'association pour l'étude et le soutien des familles. Les professionnels se sont ainsi formés à l'évaluation et à la méthodologie de groupe de parents.

Le travail avec les adolesents est mené à partir des fondements de la société moderne du XXIème siècle, à savoir la communication audiovisuelle, les médias...

Lors de notre séjour à San Sébastien et Bilbao, nous sommes venus à notre tour rencontrer les professionnels d'**AGINTZARI**, dans la région d'Euskadi.

AGINTZARI est une ONG qui travaille depuis 1977 au développement de la communauté et de la société dans la région du Pays Basque espagnol. La principale activité de la coopérative est l'intervention sociale, qui consiste à répondre aux besoins sociaux des individus et des groupes en situation précaire.

AGINTZARI est en quelque sorte un organisme public au service des différents gouvernements basques. La coopérative compte près de 450 personnes, dont 91% titulaires d'un diplôme universitaire (en psychologie, éducation sociale, travail social, sociologie) ; près de 77% sont des femmes.

Du fait de sa relation étroite avec les administrations publiques, AGINTZARI s'inscrit dans une coopération entre les administrations municipales et régionales, facilitant sa participation aux projets d'innovation et d'expérimentation sociales. Ainsi, AGINTZARI s'est engagée à participer à plusieurs réseaux au Pays Basque, en Espagne et en Europe. La coopérative est également en convention avec les fédérations pour les enfants et la famille, les réseaux d'économie sociale et d'ajustement social, et les moteurs d'innovation sociale. Elle collabore aussi avec plus de 20 ONG du Pays Basque et de l'Espagne.

Les domaines d'intervention d'AGINTZARI concernent :

les enfants et jeunes en situation de vulnérabilité mineure ou modérée

l'orientation individuelle et familiale

les services d'adoption et de placement familial

les services de lutte contre la violence et la négligence

les abus sexuels et risques psycho-sociaux

l'orientation basque (Help Phone et service Internet)

le traitement des auteurs d'abus

le programme psychosocial des prisons ouvertes pour la violence (sexuelle)

les personnes autonomes

le soutien aux aidants naturels

les maisons connectées au réseau

le service de vieillissement actif

les abris d'urgence (Mineurs Non Accompagnés)

AGINTZARI regroupe plusieurs services, principalement dans la province de Biscaye (35 services municipaux et 11 services régionaux).

Des services sociaux pour les enfants et les familles.

Ces services prennent en charge des problématiques telles que les aptitudes sociales, la parentalité, la violence, l'égalité des sexes, l'adaptation aux changements familiaux, l'éducation affective et sexuelle, les habiletés psychomotrices, etc.

Les publics concernés sont les mineurs (0-18 ans) et leurs familles.

Les professionnels sont en contact quotidien avec plus de 50 centres scolaires, 15 centres d'éducation pour adultes, 60 centres de santé et 15 centres de santé mentale.

Ces services sociaux ont mis en place des <u>programmes complémentaires pour les écoles</u>, en lien avec :

- la détection de l'absentéisme, la prévention et l'attention
- le soutien et l'orientation scolaire (6-16 ans)
- l'éducation aux programmes de valeurs (égalité des sexes, vie démocratique commune, respect mutuel, participation sociale...)

Des services psychosociaux pour les enfants dont les activités regroupent :

- -l'évaluation et l'intervention psychosociale pour les individus, couples, groupes et familles.
- -les relations interpersonnelles à courte durée, les troubles émotionnels et comportementaux...

Ces services concernent les mineurs (0-18 ans) et leurs familles.

Les professionnels collaborent avec les établissements scolaires, centres de soin...

<u>Des services psychosociaux pour les adultes et les personnes âgées</u>, dont des services de soutien psychosocial et de répit, qui s'adressent également aux aidants naturels.

<u>Des services résidentiels</u> pour les mineurs (autochtones et MNA présentant des troubles du comportement) et pour les femmes victimes de violence sexiste.

<u>Des services pour l'adoption</u> (support, médiation, évaluation, programmes individuels et collectifs).

Ces services traitent aussi la pré-adoption et la post-adoption.

<u>Des services d'accueil familial</u>, qui visent le soutien technique et la promotion de la famille d'accueil.

Dans le cadre de l'adoption, un service pilote couvre les solutions intégrées pour les adultes (16-23 ans), y compris les services résidentiels, d'éducation sociale, psychosociaux, de conseil et d'orientation (troubles du comportement de mineurs accompagnés). Ce service pilote est un service d'intitiative.

<u>Des services d'assistance téléphonique</u> (multilingues), à l'attention des femmes et des enfants. 600 demandes (via téléphone/twitter/facebook/email) ont été recencées en 2015.

<u>Des services d'aide aux victimes de violence et de négligence</u>, qui interviennent à un niveau d'éducation psychosociale et sociale, pour les enfants (abus, négligence, abandon...) et pour les familles (abus physiques et psychologiques, violence envers les parents...).

Un programme pilote du traitement des auteurs de violence et crimes sexuels. Il s'agit d'un

programme psychosocial et psychologique de la violence sexiste et de l'abus sexuel. Ce programme d'initiative est en collaboration avec les instances correctives du pays.

PRESENTATION DES TROIS JOURNEES TRANSFRONTALIERES

Le représentant de **GAIDO LAB** (Laurent Pourtau), a brillamment joué le rôle de médiateur et de traducteur tout au long de ces rencontres, échanges et visites.

Quant à Eduardo Diaz (sociologue, responsable du pôle « Affaire et consultation européennes » d'AGINTZARI) et Josu Gago (professeur d'université et directeur de services résidentiels d'AGINTZARI), leur maîtrise de la langue française et leur bienveillance ont contribué au bon déroulement de ce séjour.

Durant ces trois jours, les professionnels de la Sauvegarde (groupe composé du Directeur Général Adjoint, de la responsable du pôle Ressources et Développement, du directeur de l'UPAES, du chef de service Placement Familial, de la chef de service du Patio, de deux assistantes familiales, d'une éducatrice du service AEMO, d'un éducateur du DAMMIE, de deux infirmières et d'une éducatrice du service soins-santé-addictions) se sont répartis sur les groupes de travail proposés par AGINTZARI.

Lundi 11 Juin (après-midi):

- MNA et accueil en établissement (à San Sébastien).

Le centre UBA est un établissement pour mineurs sans référence familiale ou en vulnérabilité grave, sous tutelle administrative (équivalent du Conseil Départemental). UBA s'apparente à une MECS.

- Intervention socio-éducative et psychosociale spécialisée (à Hernani).

TREBATU est un service pour mineurs et familles présentant une vulnérabilité modérée à grave, également sous tutelle administrative.

Le travail mené à TREBATU s'apparente au travail mené en AEMO.

Mardi 12 juin (matin), dans les locaux intégrés au siège d'AGINTZARI (à Bilbao) :

- Temps plénier.

Les locaux sont aménagés à partir d'un hall d'accueil, d'un « open space », d'une salle de réunion et de différents bureaux. L'extension de ce siège est en cours sur le même palier.

- Présentation du service psychologique contre les abus et violences sexuelles (enfants, femmes).

Ce service public propose un programme d'exploration et d'intervention psychologique pour enfance abusée, un programme pilote pour les délinquants sexuels, et un service téléphonique et numérique pour assistance aux enfants.

- Présentation de l'Intervention socio-éducative et psychosociale communautaire.

Ce service public comprend les services municipaux qui interviennent auprès de public détecté en risque modéré, une coordination avec les ressources communautaires (écoles, centres de santé...), et des programmes dédiés à l'absentéisme scolaire.

Mardi 12 juin (après-midi), dans les locaux intégrés au siège d'AGINTZARI (à Bilbao) :

- Présentation du service de placement familial et post-adoption.

Ce service public est adossé à un service privé de post-adoption.

- Présentation de l'accueil résidentiel socio-éducatif et psychosocial pour mineurs présentant des problèmes graves.

Ce service public comprend 3 établissements (Botiola, Uralde et Irisasi). Les modèles d'intervention utilisent la technique de Mentalisation (référence théorique anglosaxonne).

- Temps plénier pour conclure et valoriser les apprentissages partagés.

Mercredi 13 juin (matin), à Hernani:

Conférence et débats autour des « bonnes pratiques » et des enseignements partagés. Le déroulement de cette matinée à été animé par Laurent Pourtau (représentant de GAIDO LAB).

Après une présentation institutionnelle (projet Gaztejeunes), ont suivi les restitutions de modèles d'accompagnement socio-éducatif et psycho-social des deux territoires.

- Le programme d'intervention familiale de la municipalité de Pampelune (cf. KAMIRA).
- Le programme TREBATU d'intervention familiale spécialisée (cf. AGINTZARI).
- Les services d'aide et d'accompagnement des familles, séquentiel et en milieu ouvert (cf. SAUVEGARDE)
- Les modèles de placement familial (cf. AGINTZARI).
- Le service de placement familial (cf. SAUVEGARDE).
- Le dispositif de parrainage (cf. MECS Castillon des Landes).

Enfin, cette conférence s'est clôturée par un bilan faisant état du partage des enseignements, « networking » transfrontalier et interrégional.

BILAN COMPARATIF DES DEUX TERRITOIRES ENGAGES DANS LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Eléments de similitude entre la coopérative AGINTZARI et l'association SAUVEGARDE :

Relatifs à l'institution

- Lien avec l'environnement (culturel, socio-économique...), implantation territoriale, institutions intégrées à un dispositif de protection sociale, en réponse aux problématiques sociales identifiées.
- Lien avec le Conseil Départemental.
- Théories de référence = systémie, attachement, résilience.
- Placements = solution coûteuse et manque de disponibilités.

Relatifs aux publics

- L'Enfant est au centre du dispositif de Protection de l'Enfance.
- Problématique de l'accompagnement des jeunes majeurs (le suivi prend généralement fin après 18 ans).
- Augmentation du nombre de MNA sur le territoire.

Relatifs aux pratiques

- Domaines d'intervention des professionnels = santé, socialisation, autonomie, vie collective...
- Préparation à la majorité.
- La supervision concerne l'équipe éducative (travailleurs sociaux).
- Les services d'AEMO sont l'équivalent des services de Préservation Familiale.
- Le centre UBA est l'équivalent d'une MECS.
- Le service d'assistance téléphonique rappelle les missions de détection de la CRIP du Conseil Départemental 47 (informer + orienter + accompagner).
- Utilisation entre autres de la thérapie EMDR pour le traitement des traumas.
- Travail d'accompagnement des adolescents = adaptation + stabilisation + autonomie.
- Travail éducatif // thérapeutique.
- Importance accordée aux professionnels qui font tiers entre famille biologique et famille d'accueil (principe de double appartenance).

Eléments de singularité entre la coopérative AGINTZARI et l'association SAUVEGARDE :

Relatifs à l'institution

- Dans une dynamique territoriale, AGINTZARI est passée du statut d' « association » à celui de « coopérative » (sentiment d'appartenance fort à l'institution).
- Secteur professionnel très en lien avec le judiciaire pour le 47 / à développer pour le Pays Basque Espagnol (système vertical).
- Proximité des services publics pour le PBE.
- Recrutement de professionnels d'origine arabe pour les centres d'accueil des MNA du PBE, dans le cadre du travail sur la migration et sur l'interculturalité ; ex : extraits du coran affichés sur les murs du centre.
- Contractualisation dans le suivi des jeunes majeurs en France.
- Système d'évaluation important et outillé au PBE.
- En lien avec le droit international de protection de l'enfance, les grilles d'évaluation du PBE constituent un outil qui vise un système de Protection de l'Enfance uniforme.
- Modalité de travail en « open space » au siège d'AGINTZARI.
- Coordination inter-services au PBE.
- Coût de journée pour une institution de placement au PBE = 250 euros environ.
- Pas de statut salarial et pas de formation professionnalisante pour les assistantes familiales au PBE (bénévolat + 300 euros destinés aux frais quotidiens).

Relatifs aux publics

- MNA majoritairement marocains au PBE (contexte géographique).
- Services dédiés à la prise en charge des personnes âgées au PBE.

Relatifs aux pratiques

- Dans le domaine de l'éducation à la santé, l'éducation sexuelle est plus prépondérante au PBE. Prépondérance également accordée à l'égalité des sexes.
- Inscrit dans une politique partenariale et de développement, le PBE est force de propositions et d'actions menées dans le cadre de projets innovants (cf. financement en conséquence par les administrations publiques) ; nombreux projets pilotes.
- Le PBE a mis en place des grilles méthodologiques d'évaluation permettant de caractériser le danger, selon son degré de gravité :

VULNERABILITE	RISQUE	DANGER
compétence de la Municipalité		compétence du Département

- Groupes d'indicateurs (références techniques) qui permettent de standardiser la suspicion des abus au PBE ; travail avec les victimes, mais aussi avec les auteurs d'abus et de violence.
- Recherche de résultats qualitatifs et quantitatifs dans le traitement des problématiques.
- La rencontre préalable entre la famille biologique et la famille d'accueil est un principe de base pour le PBE ; de même que l'importance accordée au travail de préparation.
- SAUVEGARDE met davantage l'accent sur la parentalité, sur la participation des familles / AGINTZARI insiste davantage sur l'adaptation du sujet à l'institution.
- Culturellement, au PBE, le bon fonctionnement de la société est en quelque sorte l'objectif attendu à travers l'accompagnement de l'épanouissement individuel. Si les services de la SAUVEGARDE visent par leurs actions à permettre aux personnes de mieux vivre au sein de la société, ceux d'AGINTZARI veillent davantage à faire que l'épanouissement des individus permette une société meilleure (c'est probablement en ce sens qu'ils se doivent d'être efficients pour le plus grand nombre).

- Différences sous-tendues par le contexte historique (cf. régime Franquiste en Espagne de 1939 à 1975, régime autoritaire et conservateur, anti-démocratique et répressif) et la récente modernisation de la société espagnole :

Normalisation du dispositif de Protection de l'Enfance espagnol (interventions homogènes et uniformisées + système d'évaluation) / Souplesse du dispositif français.

Expérimentation et innovation des pratiques du PBE (mobilisation des ressources) / Adaptation du dispositif français au contexte économique déficitaire (pratiques revisitées et réorientées).

Si le dispositif espagnol met l'accent sur l'adaptation des familles et de l'enfant, le dispositif français insiste davantage sur l'adaptation des professionnels.

Les professionels espagnols visent la performance / les professionnels français s'attachent à valoriser la diversité, la pluridiciplinarité.

Si les outils d'évaluation et de formalisation peuvent manquer dans le dispositif français (cf. retours fréquents des audits), ils sont de rigueur dans le dispositif espagnol (interventions structurées, objectifs définis, étapes évaluatives).